



JUSTICIA Asbl

Organisation congolaise de promotion et de défense des droits de l'homme et du droit international humanitaire, adresse : 94 avenue Adoula coin des usines, Commune Lubumbashi, Haut Katanga /RDC, Tél :+243994075131, 0818050488, E-mail :justicia.asbl@gmail.com, Site web : www.justiciahumanrights.org

COMMUNIQUE DE PRESSE N°003/JUST/2020

BOUCHERIE HUMAINE SUITE A L'INCURSION DES MILICIENS BAKATA KATANGA : Les autorités de l'ANR, de la DEMIAP, de la 22^{ème} Région Militaire et de la justice militaire du Haut-Katanga devraient être relevées de leurs fonctions et poursuivies

RDC, Lubumbashi le 29 mars 2020, JUSTICIA Asbl, une organisation de promotion et de protection des droits de l'homme et du droit humanitaire basée en RD Congo, exprime ses vives préoccupations au sujet de cette énième tentative d'incursion des bakata katanga dans la ville de Lubumbashi et ses environs.

En effet, c'est depuis le matin de ce samedi 28 mars 2020 aux alentours de 5 h00 qu'il a été signalé plusieurs manifestations des éléments (armés sommairement d'armes blanches et de quelques armes de guerre) appartenant au seigneur de guerre Gédéon KYUNGU MUTANGA, un évadé de la prison centrale de la kasapa et condamné à la peine de mort pour crimes contre l'humanité, mouvement insurrectionnel et qui vivait gracieusement (en résidence surveillée), dans un quartier huppé de Lubumbashi depuis le 11 octobre 2016 aux frais du trésor public congolais.

Parmi les villes où ces miliciens marchant en file indienne et entonnant des chansons de guerre- dont certains arboraient le drapeau de la province du Katanga sécessionniste qu'ils devraient visiblement planter sur certaines places publiques importantes- se trouvent les villes de Lubumbashi, de Likasi, les cités de Kasumbalesa, de Pweto ainsi que Kakanda et Bunkeya dans la province du Lualaba.

Selon nos sources, l'armée est intervenue et a ouvert le feu sans aucune sommation sur ces miliciens, ce qui a occasionné des lourdes pertes en vies humaines et plusieurs arrestations d'après le bilan non encore exhaustif que voici:

- Lubumbashi : 7 morts parmi les assaillants et un élément de la police des mines et hydrocarbures commis à la surveillance de l'entreprise minière MMG/Kinsevere
- Likasi 13 assaillants tués
- Kasumbalesa : 9 assaillants tués
- Pweto : 20 assaillants arrêtés, hommes et femmes nus confinés dans une cellule
- Kakanda : 20 miliciens dénoncés par la population arrêtés par les FARDC et la PNC
- Bunkeya : 2 assaillants tués et trois en fuite.

Quant au seigneur de guerre Gédéon KYUNGU MUTANGA, il serait en fuite.

Pour rappel, c'est depuis le début du mois de mars 2020 que des rumeurs faisaient état d'une tentative d'incursion des mai-mai dans la ville de Lubumbashi. Dans les vidéos non authentifiées postées sur les réseaux sociaux, on pouvait y voir des agents de la sécurité implorer à Gédéon d'accepter de discuter avec eux, pendant que lui-même insultait les autorités gouvernementales qui n'auraient pas rempli leurs engagements lors de sa reddition de 2016.

Ces tentatives d'incursion simultanées de plusieurs coins des provinces du Haut Katanga et du Lualaba par les hommes de Gédéon KYUNGU MUTANGA, viennent une fois de plus rappeler l'inefficacité des services de sécurité à anticiper les événements et à y apporter des réponses qui respectent les principes des droits humains et du droit humanitaire souscrits par la République démocratique du Congo.

JUSTICIA Asbl, qui condamne les tentatives de déstabilisation des institutions publiques par Gédéon KYUNGU MUTANGA et ses hommes, exige une enquête sur ces énièmes exécutions sommaires et arbitraires sur des personnes visiblement moins offensives car munis de quelques armes AK 47, machettes, amulettes, etc.

JUSTICIA Asbl note une légèreté et une complaisance des autorités judiciaires et civiles dans le traitement du dossier de ce seigneur de guerre qui pour rappel fut condamné en 2010 au degré d'appel par la Cour militaire du Katanga à la peine de mort pour crimes contre l'humanité, mouvement insurrectionnel et terrorisme. Et curieusement juste à la veille des élections présidentielles et législatives, un commando attaqua le 7 novembre 2011 la prison de Kasapa pour le libérer, et plus de 800 détenus (dont tous les co-condamnés dans l'affaire Gédéon Kyungu Mutanga) s'évadèrent. Et bénéficiant probablement d'une forte complicité parmi de nombreux proches de l'ancien régime, Gédéon KYUNGU MUTANGA et ses hommes regagnèrent les territoires de Mitwaba, Pweto et Manono pour réorganiser les milices « Bakatakanga »¹ qui ont eu de nouveau à commettre plusieurs violations des droits de l'homme et du droit humanitaire. Par la suite, soit le 11 octobre 2016, Gédéon Kyungu Mutanga, flanqué d'un tee-shirt avec effigie de l'ancien Président Joseph Kabila, accompagné de plus de 150 miliciens munis d'armes de guerre avait déposé les armes lors d'une cérémonie très médiatisée, en présence notamment de l'ancien Gouverneur du Haut-Katanga Mr Kazembe Musonda et de l'ancien Directeur de l'Agence Nationale des Renseignements, Mr Kalev Mutond.

JUSTICIA Asbl tient à rappeler que dans son communiqué du 18 mars 2019, elle avait exigé l'arrestation et la réincarcération de Gédéon KYUNGU MUTANGA, opinion qui n'avait malheureusement pas été suivie.

JUSTICIA Asbl estime que les complicités sont à plusieurs niveaux au sein des services de sécurité de notre pays et pour lesquelles la justice congolaise devrait se saisir pour sanctionner les auteurs et complices de cette barbarie.

Au vu de ce qui précède, JUSTICIA Asbl recommande :

➤ **Au Président de la République Démocratique du Congo**

- De relever de leurs fonctions le directeur provincial de l'agence de nationale de renseignement, celui de la DEMIAP ainsi que l'Auditeur Militaire supérieur près la Cour Militaire du Haut Katanga pour manquement grave.
- D'initier des enquêtes pour déceler les négligences des autorités politico-administratives et judiciaires nationales et provinciales dans le traitement complaisant du dossier Gédéon KYUNGU MUTANGA;
- D'ordonner préventivement la suspension pour besoin d'enquêtes de toutes les autorités impliquées

➤ **Au Gouvernement provincial du Haut Katanga**

- De cesser d'apporter toute assistance à Gédéon KYUNGU MUTANGA et à ses hommes

¹ « Bakata katanga » qui signifie détacher le Katanga du reste de la RD Congo. Ces milices avaient notamment comme revendication se battre pour obtenir l'indépendance complète de l'ancienne province du Katanga.

➤ **A l'Auditorat Militaire près la Cour Militaire du Katanga**

- De procéder à l'arrestation et à la réincarcération de Gédéon KYUNGU MUTANGA et de tous ses acolytes
- D'ouvrir des enquêtes pour sanctionner tous ceux qui se sont investis à troubler l'ordre public en ce temps où l'attention est plus portée sur la lutte contre le Corona Virus
- D'ouvrir des enquêtes sur les éléments des FARDC et de la police en opération ce samedi 28/03/2020 dans la traque des éléments Bakata Katanga pour absence de sommation, usage disproportionné d'armes à feu et homicide volontaire.